



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

10 mars 2021

Combattre les pièges derrière les élections départementales et régionales de juin

Les 13 et 20 juin vont se tenir les élections départementales (ex cantonales) et régionales reportées pour cause de Covid.

Ce sont là des élections importantes : d'une part, les régions jouent un rôle important avec des compétences accrues dans le domaine économiques, d'autre part, c'est le dernier scrutin avant la présidentielle de 2022.

Les nouvelles régions sont nées en 2013, sous Hollande afin de répondre aux injonctions du capital de construire une Europe des régions. La loi NOTRe (Nouvelle Organisation du territoire de la République) a ensuite configuré les attributions respectives des départements et régions. Ces dernières au pouvoir renforcé, ont compétence dans le soutien aux entreprises, le développement économique, les transports, l'enseignement (sauf l'apprentissage remis récemment entre les mains du seul patronat). Elle a aussi limité les compétences du département à la solidarité (enfance – grand âge) et à la gestion des collèges. Elle a enfin largement renforcé les pouvoirs des intercommunalités. Celles-ci ont ainsi récupéré des compétences des communes tels que la collecte des déchets, la promotion touristique, l'accueil des gens du voyage et dans quelques années la gestion et l'assainissement des eaux. La suppression des départements est programmée. Des expérimentations en cours dans le département du Rhône et en Alsace en sont le témoignage.

Tous les discours sur la nécessaire « proximité » masquent mal la claire volonté d'éloigner au maximum les centres de décisions pour les tenir hors de portée des possibles actions des citoyens.

Macron au service exclusif du capital veut lui livrer toute la société remodelée au plus près de ses desiderata et le projet de loi des 4 D est taillé sur mesure dans cet objectif.

Les 4D pour Décentralisation, Déconcentration, Différenciation, Décomplexification.

Ce projet, porté la ministre de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault sur lequel nous reviendrons, sera discuté au printemps, le gouvernement est très attaché à ce qu'il soit traité et voté avant la fin de son quinquennat.

On comprend cette hâte quand on mesure son pouvoir de destruction de tout le tissu national, d'explosion de tous les cadres dans lesquels s'est construite notre histoire politique et sociale.

C'est un pas vers la fin programmée de la nation une et indivisible, de la loi universelle, du collectif. Tout s'individualise, se règle de gré à gré.

La casse du code du travail en a été le première marche, les capitalistes considèrent qu'ils n'en ont pas eu assez, leur développement ne tolère aucun obstacle et nos solidarités exprimées dans des services publics en sont un qu'ils comptent éliminer définitivement.

L'égalité de tous devant la loi, le droit d'accès aux différents services égal pour tous entravent sa bonne marche, limitent ses profits. La puissance du collectif les limite, il faut le faire éclater. Il ne faut plus que des groupes – travailleurs- consommateurs – jeunes se trouvent des intérêts communs puisqu'ils deviendraient une menace pour le système.

En niant le territoire national, en éloignant les citoyens, en individualisant leurs intérêts, le capital vise à s'ouvrir un immense espace pour l'exploitation sans limites, il espère entraver le développement des luttes.

Ces deux rendez-vous électoraux revêtent donc un intérêt majeur que l'exécutif veut camoufler, aidé en cela par ses soutiens politiques et médiatiques habituels.

Tout les partis politiques discutent sur le casting des têtes de listes régionales, sur les alliances actuelles ou potentielles, leur influence sur les futures présidentielles, bien loin des réalités de la situation, loin de tout débat politique sur les implications de ce scrutin. En réduisant la campagne de 19 à 12 jours, en limitant les rencontres pour cause de Covid, ils veulent encore museler le peuple pour mieux l'exploiter.

Notre parti sera présent dans cette bataille politique. Dans la campagne et après, nous combattons clairement ce projet du capital, nous vous appelons à rejoindre ce combat avec le Parti Révolutionnaire Communistes.